

# L'ÉCO

## de la semaine

---

12 au 18 Octobre 2024

# SOMMAIRE

Télécommunications - Une baisse des tarifs internet en perspective .....	2
Bailleurs de fonds - Le FMI reste ferme sur la Jirama et le prix des carburants .....	2
Produit intérieur brut - La contribution du numérique reste faible .....	3
Entrepreneuriat - Quarante-trois startups subventionnées par la Banque mondiale .....	4
Filière sorgho : Production de 100 tonnes de semences dès 2025 .....	4
Africa's Pulse : Transformer l'éducation pour une croissance inclusive .....	5
Toamasina - Le Grand Salon du Numérique débarque .....	5
Algoculture : la production d'algues atteindra 30.000 T d'ici 2030 .....	6
Engraissement de crabes : Une activité rentable pour les communautés villageoises d'Antsohihy .....	6
Festival des œufs - La filière avicole à stimuler.....	7
Tourisme et immobilier - Un poids lourd de Dubaï s'intéresse au pays.....	7
Économie rurale : Un fort potentiel freiné par des défis techniques dans la région Itasy.....	8
Développement durable : Focus sur la pisciculture et la fabrication de palangres à Masoarivo.....	9
Sava – Filière vanille : vers une mise en place d'un contrôle de marché.....	10
Classement forbes - Trois Malgaches parmi les grosses fortunes d'Afrique francophone.....	10
Commerce : 17 000 tonnes de cacao fin exportées en 2023.....	11
Riz : Stock suffisant dans les régions.....	12
Douane malgache : nouveau plan de réformes 2025-2029 .....	12
Développement rural : le programme Afafi-Nord lance 13 mini-campagnes.....	12
Banque mondiale - L'éducation au service de la croissance.....	13
Cadrage macroéconomique - Le fantôme de l'inflation hante le FMI.....	14
Transports publics : Possibilité de paiement des tickets de taxi-be, via Airtel Money .....	14
Coopération avec la Chine : Vers une industrialisation renforcée.....	15
Initiative inédite - Le parfum de la vanille flotte à Andohalo .....	15
Partenariat - Le dialogue public-privé change de mécanisme .....	16
Transports aériens - Madagascar Airlines décolle avec Galileo et Travelport.....	16
Orange Shop : Une plateforme de vente en ligne lancée par Orange Madagascar .....	17
Chasse au Trésor by SEED : 1 500 euros pour les trois gagnants du jeu .....	17

## Télécommunications - Une baisse des tarifs internet en perspective

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 12 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L'**État et le secteur privé seraient parvenus à un accord visant à réduire le coût des données Internet. C'est ce qu'a révélé Stéphanie Delmotte, ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications, lors d'une déclaration à la presse.

L'État et le secteur privé auraient-ils finalement trouvé un terrain d'entente, concernant le prix plancher d'internet ? Hier, une annonce a été faite par Stéphanie Delmotte, ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications (MNDPT) selon laquelle les tarifs internet pourraient faire l'objet d'une baisse. « Le moment est venu de s'aligner aux bonnes pratiques internationales.



Je pense que prochainement, nous aurons la possibilité de vous annoncer de bonnes nouvelles concernant les prix d'internet. Peu importe ce qu'il arrive, nous sommes engagés vers la voie de la réduction des coûts d'internet, pour que la majorité de la population puisse accéder à ces services de Data », a-t-elle indiqué à la presse hier, au Radisson Blu Ambodivona. À s'en tenir aux propos

de Stéphanie Delmotte, cette annonce se fera le mois prochain. Elle a également affirmé que « La puissance des satellites n'est pas la même que celle de la fibre optique, par rapport à la qualité des Data et d'accès à un plus grand nombre de sites Internet ».

Les opérateurs auraient ainsi trouvé des initiatives, permettant d'arriver à un accord « de leur plein gré », explique Stéphanie Delmotte. Selon elle, il y a des initiatives « louables, prises par les opérateurs et le secteur privé pour avancer sur cette question des prix internet ».

Moyens

Cela n'a pas attendu la réforme du cadre réglementaire du secteur des télécommunications, prévue d'ici à l'année prochaine. La loi n°2005-023 du 17 octobre 2005 qui régit le secteur, nécessitant des réformes au vu de l'évolution des pratiques commerciales et concurrentielles qui ont drastiquement changé depuis la dernière décennie.

« Tous nos partenaires du secteur des télécommunications déploient des moyens considérables, et ce, de leur plein gré pour faire baisser les prix d'internet, et améliorer l'accès aux services de télécommunications, sans avoir à attendre qu'un cadre réglementaire définisse les lignes de conduite », explique la ministre. Le terrain d'entente serait alors trouvé, quelques mois après que le ministère ait brandi des sanctions contre les opérateurs qui ne baissent pas les tarifs de l'internet après la suppression du prix plancher.

## Bailleurs de fonds - Le FMI reste ferme sur la Jirama et le prix des carburants

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 12 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**es émissaires du Fonds Monétaire International ont émis des « observations préliminaires » sur la situation macroéconomique de la Grande île, dans le cadre de la première revue pour la FEC et la FRD.

### Cela n'a pas tardé

Les émissaires du FMI, qui étaient en mission à Madagascar dans le cadre de la première revue de la FEC et de la FRD, n'ont pas tardé à livrer des « observations préliminaires ». Les situations de la Société Nationale d'Eau et d'Électricité, ainsi que du secteur pétrolier aval, ont été évoquées avec dextérité par les missionnaires, qui ont bouclé hier la première revue. L'équipe de Bretton Woods les a indexés à la liste des priorités d'action à entreprendre. En ce qui concerne la Jirama, sa situation délicate a été soulevée, en passant par les défis auxquels elle est confrontée. Entre autres, une production d'électricité insuffisante et inefficace, des pertes importantes pendant les phases de transport, de distribution et de

commercialisation, et des tarifs d'électricité inférieurs aux coûts, ce qui contribue aux pertes financières qui doivent être couvertes par des transferts de l'État. Les recommandations du FMI sont de correctement budgétiser les transferts à la Jirama et de les réduire progressivement.

Mais aussi de jouer la carte de la transparence. « Pour une plus grande transparence et une plus grande responsabilisation, les comptes financiers de la Jirama devraient être publiés en temps opportun. Le plan de redressement que prépare la nouvelle équipe de direction de la compagnie avec l'assistance technique de la Banque mondiale devrait permettre de réduire progressivement les transferts de l'État et être rapidement mis en œuvre avec l'appui résolu de l'Exécutif », peut-on lire dans le document.

## Contenir l'écart

Par ailleurs, la gestion du secteur pétrolier aval reste aussi un des points sur lesquels le FMI est intransigeant. « Il est essentiel d'appliquer effectivement le mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants pour réduire les risques budgétaires », indiquent les observations préliminaires du FMI. On explique par ailleurs que « L'objectif de ce mécanisme n'est pas de supprimer immédiatement la subvention aux prix des carburants, mais de contenir l'écart entre les prix à la pompe et les prix de référence en ajustant les prix à la pompe tous les mois pour tenir compte de l'évolution des prix du marché. »

Le décret portant sur l'application du mécanisme d'ajustement des prix maxima affichés à la pompe pour le second semestre de cette année prévoit -200 ariary en cas de baisse et +200 ariary en cas de hausse des prix du carburant. L'État s'est néanmoins gardé une marge de manœuvre en stipulant dans ledit document que « La valeur de cette fourchette de bande de prix peut être redéfinie par l'Administration selon l'évolution de la conjoncture », peut-on lire dans le décret. Le texte ne précise pas si la redéfinition peut se faire à la hausse ou à la baisse. Pour le FMI, « Les dispositions réglementaires semestrielles relatives au calcul des prix de référence et au mécanisme d'ajustement des prix doivent être discutées avec les distributeurs de carburant et publiées avant le début de chaque semestre auquel elles s'appliquent », indiquent les observations sommaires du FMI. Par ailleurs, pour le secteur pétrolier aval, il y a aussi la question des dettes croisées engagées entre les pétroliers et l'État.

« Les négociations avec les distributeurs de carburant devraient reprendre afin d'apurer les dettes croisées dans le cadre du budget 2024 », indique le rapport.



La hiérarchisation des projets d'investissements publics a aussi été évoquée. Cela permettrait, selon les analyses pointues des analystes du FMI, « d'accroître l'efficacité des dépenses », en tenant compte des enjeux du siècle, notamment le changement climatique et la résilience. « Les projets devraient aussi tenir compte des contraintes de capacité de mise en œuvre et s'accompagner d'études de coûts appropriées, y compris les coûts d'entretien et d'exploitation des infrastructures existantes. Les sources de financement doivent être soigneusement envisagées et s'appuyer, dans la mesure du possible, sur des dons extérieurs et des financements concessionnels, et éviter de compromettre la viabilité de la dette », indique le rapport de mission des émissaires du FMI. La revue physique s'est terminée hier, mais les séances de travail se poursuivront virtuellement.

## Produit intérieur brut - La contribution du numérique reste faible

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 12 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**a contribution du secteur numérique dans le produit intérieur brut est assez faible. Le secteur, en effervescence depuis plusieurs années, devrait pourtant générer plus dans l'économie nationale.

Les chiffres officiels rapportent que la part du numérique dans le produit intérieur brut de la Grande île n'est que de 1,7%, alors qu'il s'agit d'un secteur pourvoyeur d'emplois et de main-d'œuvre capable de générer de la valeur ajoutée. Ce constat a été partagé hier par Stéphanie Delmotte, ministre du développement numérique, des postes et des télécommunications, lors de la clôture de la première cohorte de startups digitales, épaulées par le programme « Miary Digital ».

Selon la membre du gouvernement, « Cette contribution à l'économie nationale est assez faible comparée aux autres pays africains. La part du numérique dans le PIB pour des pays comme le Nigeria, par exemple, peut atteindre les 20%. Pour Madagascar, elle devrait se situer autour de 10% en moyenne », confie Stéphanie Delmotte. C'est un secteur qui commence à se développer.

### Accès aux smartphones

L'État, néanmoins, veut avancer des stratégies pour faire grossir la part des TIC dans l'économie. Certes, cela ne se fera pas du jour au lendemain. Les politiques veulent

aller crescendo. Cela commence par les infrastructures. « Nous donnons tous les moyens pour aider le secteur privé, qui génère des investissements importants dans le secteur des TIC, dans le renouvellement des infrastructures. Nous devons aussi trouver des moyens pour faire baisser les coûts de l'internet afin que les services puissent profiter au plus grand nombre », explique la membre du gouvernement.

Dans une entrevue avec la presse, elle explique également que le gouvernement s'est fixé comme priorité d'étoffer les réseaux de télécommunication, notamment avec les réseaux de pylônes recouvrant l'île. L'accès aux smartphones est aussi devenu un impératif pour se tourner encore plus vers tout ce qui est data. C'est un secteur qui génère plus de 350 milliards d'ariary (fixe et mobile), avec un taux de croissance de 22,5%. Néanmoins, le taux de couverture pour les réseaux 4G reste fort disparate, avec une couverture globale de 55% sur tout le territoire national.

Dans le plan stratégique du numérique (PSN), il est indiqué que la Grande île ambitionne de porter à 6% la

part du numérique dans le PIB d'ici à 2028. Bien que cet objectif soit encore faible comparé à d'autres pays africains, il s'agit déjà d'une ambition audacieuse de la part de la Grande île. La transformation numérique à Madagascar revêt justement des enjeux capitaux pour

le pays, notamment en termes de création d'emplois. 137 000 emplois potentiels pourraient être créés grâce au numérique, et 122 000 emplois pourraient être transformés en emplois numériques si la Grande île pouvait accélérer sa transformation numérique.

## Entrepreneuriat - Quarante-trois startups subventionnées par la Banque mondiale

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 12 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Clap de fin pour le programme Miary Digital. Des startups porteuses de projets innovants ont reçu le Graal. Elles ont été subventionnées à hauteur de quinze mille dollars chacune par la Banque mondiale, via le projet pôle intégré de croissance. Hier, au Radisson Blu Ambodivona, la cérémonie de clôture du programme a eu lieu.



Pour les incubés, c'est justement l'accompagnement dont ils avaient besoin. Au terme d'un véritable « parcours du combattant » qui a duré des mois, des porteurs de projets ont vu leurs compétences grandir. « On nous a appris à démarrer un projet avec un minimum de ressources. C'est ce dont nous avons besoin, mis à part les formations et les accompagnements donnés par le programme Miary Digital », confie un porteur de projet, axé sur le traitement et la transformation des déchets plastiques. Il évoque également le fait que « la subvention de quinze mille dollars aidera à développer encore plus les activités de la boîte. C'est un accompagnement salvateur, vu la difficulté de pouvoir accéder à un crédit en étant au stade de projet », ajoute-t-il.

Plus de deux cents emplois directs ont été créés par les startups incubées. Le programme, qui est une initiative du

gouvernement, a été conçu pour stimuler l'innovation et l'esprit d'entreprise chez les jeunes malgaches. « C'est un programme qui vise justement à créer des opportunités d'emploi et ainsi contribuer à la croissance économique du pays, en soutenant les jeunes entrepreneurs du secteur du numérique », confie Stéphanie Delmotte, ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications.

Au départ, elles étaient deux cent soixante et onze startups à avoir déposé leurs dossiers de candidature. Le tri a été fait après des semaines de concertations et de sélections, après lesquelles quarante-sept startups ont été retenus pour bénéficier d'un accompagnement ainsi que des formations à l'entrepreneuriat numérique, à l'élaboration d'un business plan, à la gestion de projet, aux finances d'entreprises, au marketing, et ont fait l'objet d'une évaluation technique et financière par des experts recrutés par appel d'offres ouvert sur le plan international. Cette première cohorte s'est basée dans la région Analamanga, mais la Banque mondiale entend étendre ce programme dans d'autres régions de l'île, à travers le projet Pôle intégré de croissance. Lors de cette première incubation, les projets ont couvert des domaines très diversifiés, notamment l'Edtech, le E-commerce, la Fintech, le Gaming, l'AgriTech, et bien d'autres. Le numérique est identifié comme le nouveau secteur à fort potentiel économique soutenu par le Projet PIC3. Cette initiative représente, selon le PIC, « une étape cruciale dans le processus de digitalisation du pays. Une fois de plus, son objectif est de favoriser la croissance économique et de générer des emplois pour les générations futures. Cela joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la politique générale de l'État », explique Ladislav Adrien Rakotondrzaka, coordinateur national du PIC.

## Filière sorgho : Production de 100 tonnes de semences dès 2025

NAVALONA R | 12 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

**L**es résultats d'expérimentations sur les cultures de sorgho menées par le réseau de chercheurs issus du Kansas State University, de l'University of Georgia et du centre FOFIFA dans le cadre du projet APEMBA, financés par l'USAID, ont été concluants.

Ces chercheurs ont certifié que de nouvelles variétés de sorgho, à savoir « Gobi » et 76 sont les plus performantes, productives et qualifiées d'être précoces. « Si le rendement de productivité moyen s'élève entre 700 kg et 1 tonne

à l'hectare au maximum au niveau national, nous avons enregistré un rendement atteignant 3 à 4 tonnes/ha lors de ces expérimentations réalisées sur une superficie de 3ha. Lors de la culture de contre-saison, nous avons même

pu multiplier ces variétés de semences performantes. On obtient ainsi près de 2 tonnes de semences disponibles en ce moment », a expliqué Mina Tsiriharjao Randrianasolo, coordonnateur national du projet APEMBA, lors de l'atelier réunissant la plateforme des acteurs publics et privés œuvrant pour le développement de la chaîne de valeur sorgho à Madagascar.

### Optimiste

Il est à noter que les cultures de sorgho commencent à se développer à Madagascar. Elles s'étalent sur une superficie totale de 1 200 ha. « L'État promeut non seulement le riz pour viser l'autosuffisance alimentaire mais d'autres filières comme le sorgho, le maïs, l'arachide et le manioc sont également soutenues afin d'assurer une diversification alimentaire au profit de la population. La chaîne de valeur sorgho est développée depuis l'an dernier en vue de lutter contre l'insécurité alimentaire surtout dans le Sud. Les résultats des expérimentations ont été satisfaisants. À la suite de la collaboration entre le FOFIFA et les chercheurs des universités du Kansas et de Georgia avec l'appui du Gouvernement américain via son agence USAID, on reste optimiste quant à l'avenir de cette filière

porteuse. En effet, une production de 100 tonnes de semences de qualité de sorgho sera atteinte dès l'année prochaine si l'objectif fixé initialement était prévu en 2027 », a exprimé Tahian'ny Avo Razanamahefa, la Secrétaire d'Etat auprès de la Présidence en charge de la Souveraineté alimentaire, lors de l'ouverture officielle de cet atelier tenu récemment au Radisson Blu.



C'était également une occasion de consulter toutes les parties prenantes œuvrant pour la filière sur le débouché, le stockage et la transformation de sorgho dans le pays.

## Africa's Pulse : Transformer l'éducation pour une croissance inclusive

ANTSAR. | 12 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

L'éducation joue un rôle central dans la croissance inclusive, particulièrement en Afrique subsaharienne, où les défis éducatifs se multiplient. Face à la dégradation progressive du niveau d'éducation dans des pays comme Madagascar, l'impact sur la croissance économique devient une préoccupation majeure. Pour répondre à ces enjeux, une table ronde intitulée « Africa's Pulse : Transformer l'éducation pour une croissance inclusive » se tiendra le mardi 15 octobre en direct de Pretoria, Afrique du Sud. Animée par Nozipho Tshabalala, cette rencontre rassemblera des experts tels qu'Andrew Dabalén, économiste en chef pour l'Afrique à la Banque mondiale, et Satu Kahkonen, directrice des opérations de

la Banque mondiale en Afrique du Sud, pour présenter les conclusions de la 30ème édition du rapport Africa's Pulse. Pr Loretta Feris, Eric Asomani Asante et Reine Essobmadje rejoindront le débat pour explorer les moyens de moderniser l'éducation afin de mieux les jeunes générations aux défis du marché du travail en constante évolution. Avec 170 millions d'élèves supplémentaires attendus d'ici 2030, la région devra bâtir 9 millions de salles de classe et recruter 11 millions d'enseignants.

Au-delà de ces enjeux d'infrastructure, la priorité doit être donnée à l'amélioration des résultats d'apprentissage et à l'adéquation des compétences avec les exigences du marché mondial.

## Toamasina - Le Grand Salon du Numérique débarque

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 14 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**e numérique se dévoile au grand public, avec un salon qui se tiendra du 21 au 24 novembre prochains, à Toamasina. L'événement sera l'occasion pour le grand public de se familiariser avec les technologies. et les perspectives d'avenir.

Le monde du numérique à portée de main. Le Grand Salon du Numérique se tiendra du 21 au 24 novembre prochains à Toamasina. L'événement en question mettra en relation les acteurs principaux du secteur, des startups aux geeks, en passant par le grand public. Pour les organisateurs, l'événement sera l'occasion de présenter au public le monde, aussi vaste qu'intéressant, des technologies et du numérique. « Plus de douze mille visiteurs sont attendus

pour l'événement, avec quatre-vingt-dix exposants », expliquent les responsables d'Elite Communication, organisateur du GSN.

« Ce salon est spécialement fait pour faire connaître les opportunités dans les domaines de la formation et de l'entrepreneuriat.

Des activités qu'un large public peut cerner, afin de développer encore plus cette culture du numérique à

Madagascar. L'on espère aussi faciliter la création d'emplois et de compétences avec cet événement.



Nous pensons poursuivre ce salon à travers la Grande Île, il ne se cantonnera pas qu'à Toamasina », explique Stéphanie Delmotte, ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications. Plusieurs activités sont au menu pour cette édition du GSN.

## Stimulation

Entre autres, il y aura un hackathon, ouvert à tout public, mais il y aura aussi des cours d'informatique pour tenir les débutants et même les plus avancés au parfum des logiciels comme Excel, Canva ou encore Photoshop. Diverses conférences sont aussi prévues sur le numérique et ses enjeux à Madagascar, l'intelligence artificielle ou encore la question de la connectivité, et l'entrepreneuriat dans le domaine du numérique. « En réunissant les leaders du secteur, les startups innovantes et les experts en télécommunications et en informatique, l'événement vise à stimuler les échanges et à encourager la collaboration pour le développement du numérique à Madagascar », expliquent les organisateurs. C'est aussi une occasion de montrer, pour le ministère de tutelle, « l'engagement national à promouvoir une transformation digitale, inclusive et durable », indique-t-on. Le volet formations aura une place importante lors de cet événement. Un choix qui est aussi dû au constat que dans ce secteur, la demande en termes d'emplois est assez élevée, notamment dans diverses branches du secteur : business, intelligence artificielle, analyse de données, cybersécurité, etc.

## Algoculture : la production d'algues atteindra 30.000 T d'ici 2030

ARH | 14 OCTOBRE | LES NOUVELLES

La production annuelle d'algues sèches, à Madagascar, tourne autour de 3.000 tonnes, pour une valeur d'exportation estimée à 3,5 millions de dollars, selon Global Seaweed Coalition. Toutefois, Madagascar ambitionne de multiplier cette production par dix d'ici 2030, soit 30.000 tonnes. Lors de l'atelier national sur le développement durable de l'algoculture à Madagascar qui s'est tenu à la fin de la semaine, le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert Mahatante, a souligné l'importance « d'intensifier les efforts pour atteindre cet objectif de produire 30.000 tonnes d'algues séchées à l'horizon

2030. Cela nécessitera des plans adaptés pour lutter contre les maladies pouvant affecter les algues et la mise en place de lois spécifiques », a-t-il signifié. Le ministère prévoit également de créer une « banque de souches d'algues » pour préserver et développer l'algoculture, tout en favorisant la création d'emplois locaux. Les algues jouent un rôle important dans l'environnement et divers secteurs tels que l'alimentation, la médecine, les cosmétiques et même l'énergie. Face à la demande internationale croissante, une feuille de route a été établie lors de l'atelier pour promouvoir cette filière.

## Engraissement de crabes : Une activité rentable pour les communautés villageoises d'Antsohihy

NAVALONA R | 14 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

**D**ans le cadre de la promotion de l'économie bleue, l'élevage de crabes est lancé par le ministère de tutelle, outre le développement à outrance de la pisciculture et la rizipisciculture.

Il s'agit notamment de l'engraissement de crabes ayant une taille minimale de 11 cm. L'équipe de la direction régionale du ministère de la Pêche et de l'Économie Bleue dans la région de SOFIA a ainsi effectué tout récemment une descente dans la commune d'Ambodimandresy, district d'Antsohihy pour dispenser une formation gratuite en matière d'engraissement de crabes, et ce, en étroite collaboration avec l'ONG Planète Urgence Madagascar. Cette entité se charge de la préservation et de la restauration

des mangroves dégradées tout en promouvant des filières économiques au profit de la population riveraine.

### Tendance à la baisse

Cet engraissement de crabes constitue ainsi une activité rentable pour les communautés locales villageoises. Raison pour laquelle, une trentaine d'acteurs se sont manifestés pour suivre cette formation gratuite. En effet, un crabe peut mesurer jusqu'à 24 cm tout en pesant plus de 3 kg à l'âge adulte si l'on respecte bien la conduite d'élevage. Ce produit halieutique est très prisé par les

clients composés de particuliers ou des restaurateurs surtout dans la capitale. Force est également de reconnaître que la pêche aux crabes a connu une tendance à la baisse en raison de la destruction et de la surexploitation des forêts de mangroves, l'habitat naturel de cette espèce aquatique. L'élevage de crabes est ainsi promu afin de satisfaire la demande aussi bien sur le marché local qu'international.

## Lois et réglementations

Toujours dans le cadre de cette formation sur l'engraissement de crabes, les techniciens du ministère de tutelle ne ménagent pas leurs efforts de faire connaître aux acteurs concernés toutes les réglementations régissant cette filière porteuse.

Cela concerne notamment les lois sur l'exploitation, la collecte, le transport et la commercialisation de ces produits qu'ils soient issus de la pêche ou de l'aquaculture

## Festival des œufs - La filière avicole à stimuler

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 15 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le marché des œufs reste vaste. Avec une production quotidienne de trois cent mille œufs, la commune rurale d'Antanetibe Mahazaza fournit 30 à 40% des œufs consommés sur le marché local. Cette commune, qui jonche la route des œufs, riveraine de la RN4, organise cette année le festival des œufs pour faire découvrir une filière à part entière. Elle a certes fait face à de nombreuses difficultés, mais l'aviculture garde toujours sa verve.

Comme à l'accoutumée, le festival se tiendra mi-octobre (du 18 au 20) dans cette commune. « Cette année, nous ratissons large. Nous voulons promouvoir le secteur avicole, mais aussi sensibiliser les gens à entreprendre de nouveau dans cette filière, car c'est une activité à part entière. Cela donnera un coup de boost à l'économie locale et même nationale, vu qu'Antanetibe Mahazaza produit une grande partie des œufs distribués sur le marché local », confie le Docteur Firmin, maire de cette commune.

Plusieurs activités sont prévues pour ces trois journées de foire. En plus des performances artistiques traditionnelles, cette année introduit une initiative visant à initier les jeunes à l'élevage. « Il s'agit d'un concours de jeunes farmers, regroupant plusieurs tranches d'âge, de 6 à 17 ans. Cela permettra d'éveiller des idées chez ces jeunes pour développer le secteur de l'élevage à Madagascar, tout en leur enseignant les bases du métier », expliquent les organisateurs.

Les aviculteurs ont fait face à des difficultés, notamment la grippe aviaire et l'accessibilité des intrants. Leurs prix ont quasiment doublé en l'espace de quelques années. Cela en a découragé plus d'un, alors que le marché reste quand même vaste. Un Malgache ne consomme en moyenne que vingt œufs par an, alors qu'en Afrique, cette consommation a bondi de 67% ces dernières années. Elle est donc à renforcer. Maintenant que les chaînes de valeur du secteur avicole se redressent peu à peu, il faut suivre la cadence. Plusieurs grands professionnels du secteur, notamment des fournisseurs d'intrants, sont sur place pour prêter main-forte aux aviculteurs et aux secteurs connexes.

« Chaque année, les aviculteurs cherchent toujours à évoluer par rapport au contexte du marché. Ils essaient de supporter le coût des intrants. Certains se rabattent vers d'autres filières comme les poulets de chair, faute de ressources suffisantes pour continuer sur la voie des poules pondeuses. D'autres, pour leur part, s'adaptent et font avec les ressources disponibles comme le soja et d'autres aliments pour les animaux », confie le maire d'Antanetibe Mahazaza. Et lui de poursuivre :

« C'est justement la raison d'être du festival des œufs : inverser cette dynamique et inciter plus d'éleveurs à s'investir dans le secteur. »

## Tourisme et immobilier - Un poids lourd de Dubaï s'intéresse au pays

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 15 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**P**oids lourd mondial dans les secteurs de l'immobilier, du tourisme et de l'hôtellerie, Mohamed Alabbar, est en prospection à Madagascar. Celui qui est à l'origine du Burj Khalifa et du Dubaï Mall a affirmé son intérêt pour le secteur du tourisme dans la Grande Île.

Un futur brillant. Ce sont les mots de Mohamed Alabbar, fondateur du groupe Emaar Properties, au sujet du secteur du tourisme et de l'hôtellerie à Madagascar. Des mots qu'il a dits à sa sortie d'une réunion de travail avec Andry Rajoelina, président de la République, et quelques ministres, au palais d'État d'Iavoloha, hier.

Durant un bref entretien avec la presse, à l'issue de cette réunion, Mohamed Alabbar a été dithyrambique sur le potentiel du tourisme dans la Grande Île. Des mots galvanisants au regard de la réaction du chef de l'État, qui se tenait à ses côtés. Le patron d'Emaar Properties est, en effet, un poids lourd dans plusieurs domaines, notamment dans celui de l'immobilier, du tourisme et de l'hôtellerie.

Il est l'un des entrepreneurs les plus puissants et les plus influents dans le secteur immobilier mondial.

Le groupe Emaar Properties fait partie de la poignée d'entreprises qui ont transformé Dubaï. Ils ont fait de cette ville-État un hub des affaires et du tourisme mondial, notamment le tourisme de luxe. Le Burj Khalifa, qui détient actuellement le record mondial du plus haut gratte-ciel, et le Dubaï Mall, qui est le plus grand centre commercial au monde, sont estampillés du sceau de l'entreprise fondée par Mohamed Alabbar. À eux s'ajoutent plusieurs autres shopping-malls et hôtels de luxe aux Émirats arabes unis, mais aussi dans plusieurs autres pays dans le monde.

"Il a façonné le skyline des pays du Golfe", affirme un article du média français, le Journal du dimanche, parlant de Mohamed Alabbar. Visiblement, lorsque le patron d'Emaar Properties parle "d'un futur brillant" pour le tourisme à Madagascar, il parle ainsi en connaissance de cause. D'autant plus que l'entrepreneur a fait une évaluation sur le terrain avant d'affirmer son constat.

### À grande échelle

Préalablement à sa rencontre avec Andry Rajoelina, le patron d'Emaar Properties a passé quelques jours à sillonner le Nord et le Nord-ouest de Madagascar. Il a partagé quelques photos et vidéos de son escapade sur son compte Instagram.

"C'est vraiment un pays incroyable. La beauté, le potentiel de Madagascar sont vraiment incroyables. J'opère dans dix-huit pays, donc j'ai quasiment vu le monde. Mais je vois que le potentiel de Madagascar, même juste le tourisme, c'est le futur et un futur brillant", affirme Mohamed Alabbar. Sans ambages, il a indiqué qu'il compte "se pencher sérieusement" sur le secteur du tourisme et de l'hébergement. À l'entendre, il s'agit ici d'investissement "à grande échelle".

Le boss d'Emaar Properties souligne en effet, "j'opère à grande échelle", mettant en avant le fait que son groupe possède une centaine d'hôtels et de chaînes hôtelières ainsi que des resorts dans le monde. Il met aussi l'accent sur le fait que les infrastructures hôtelières dans lesquelles son entreprise est spécialisée sont celles qui "ont cette capacité d'attirer des clients de qualité et des

clients très spéciaux". En d'autres termes, il fait référence au tourisme de luxe.

"(...) Nous allons venir pour faire du business", soutient Mohamed Alabbar. Le projet d'hôtellerie de luxe qu'il a vraisemblablement en tête peut s'appuyer sur l'ouverture récente du ciel de Madagascar à la compagnie Emirates. Ce point a été soulevé durant la réunion d'hier, à Iavoloha. Emirates dont plusieurs clients sont dans la catégorie "des clients de qualité et des clients très spéciaux", selon les propos du fondateur d'Emaar Properties.



Le secteur de l'agro-industrie, celui de l'énergie, ou encore celui des infrastructures ont aussi été parmi les sujets discutés durant la réunion de travail, à Iavoloha. "Sur le volet alimentaire, nous sommes l'une des sociétés les plus grandes en termes d'alimentation dans le Moyen-Orient, donc on est en train d'explorer le potentiel de Madagascar, en ce qui concerne la culture de la canne à sucre, le riz et aussi d'autres cultures. Alors, on va voir cela de façon très sérieuse avec le soutien du Président", déclare Mohamed Alabbar.

En conclusion de son bref échange avec la presse, le patron du groupe Emaar Properties a noté un autre point qui, visiblement, a motivé son engouement pour la destination Madagascar, à savoir "le leadership du Président", qui, selon lui, "fait la différence". Il ajoute, "quand il y a un leadership qui porte son pays dans son cœur, c'est vraiment très spécial. Lorsque j'ai passé du temps avec son excellence, on parle souvent de comment est-ce qu'on peut renforcer le bien-être de la population. C'est quelque chose qui lui tient à cœur. Et donc si vous avez ça comme focus, le progrès arrivera".

## Économie rurale : Un fort potentiel freiné par des défis techniques dans la région Itasy

ANTSAR. | 15 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

**L**a région Itasy est connue pour ses terrains fertiles, propices à une production agricole abondante. Pourtant, malgré cet atout naturel, les agriculteurs locaux peinent à exploiter pleinement ce potentiel.

Dans le fokontany de Miadanandriana, district de Soavinandriana, les paysans expriment leurs frustrations face aux nombreux obstacles qui limitent leurs activités. « Les terres fertiles ne suffisent plus pour garantir des activités prospères », confie Bruno Rabarimanantsoa, agriculteur et éleveur dans la région. Bien qu'il soit conscient de la qualité de son sol, il admet que les techniques agricoles

traditionnelles ne permettent plus d'optimiser les rendements. « Nous avons besoin de techniciens pour nous accompagner et encourager le progrès technique afin d'accroître la production », ajoute-t-il. Le manque d'expertise technique et de modernisation des pratiques agricoles est un frein majeur pour les paysans de Miadanandriana, qui continuent de travailler la terre comme leurs ancêtres,

sans bénéficier des innovations qui pourraient améliorer leur rendement.

Des insectes dévastateurs. Outre le besoin d'accompagnement technique, un autre problème crucial menace la productivité : les insectes ravageurs. Denise Razanakolona, également agricultrice à Miadanandriana, évoque des pertes importantes, notamment dans la culture des tomates. « Nos tomates sont régulièrement dévorées par des insectes, et cela impacte notre capacité à approvisionner le marché d'Anosibe à Antananarivo », explique-t-elle. Bien que la demande pour leurs produits soit forte dans la capitale, ce fléau réduit considérablement les volumes disponibles à la vente et empêche les agriculteurs d'atteindre leur plein potentiel.

Diversification. Face à ces défis, les paysans de Miadanandriana n'ont d'autre choix que de diversifier leurs sources de revenus. Malgré la disponibilité de vastes terrains fertiles, certains agriculteurs se tournent vers des emplois salariés pour subvenir à leurs besoins. Une

situation paradoxale qui montre à quel point l'absence de soutien technique et de solutions face aux ravageurs freine le développement de cette communauté agricole. Il est important de souligner que la région Itasy a déjà bénéficié de nombreux projets de développement rural, tels que les projets Ambioka, Ampiana 2, Diabe, ou encore Profilait, financés par l'Union européenne. Ces initiatives visent à améliorer la production agricole et les conditions de vie des paysans, mais malheureusement, elles ne couvrent pas encore l'ensemble de la région, laissant certaines localités, comme Miadanandriana, en marge de ces programmes. Le district de Soavinandriana, malgré son immense potentiel agricole, reste donc confronté à des défis qui l'empêchent d'exploiter pleinement ses ressources. Pour les agriculteurs locaux, l'avenir passe par un soutien technique renforcé et une meilleure gestion des problèmes liés aux ravageurs, afin que la fertilité de leurs terres puisse enfin se traduire en prospérité.

## Développement durable : Focus sur la pisciculture et la fabrication de palangres à Masoarivo

ANTSAR. | 15 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

**G**âce à l'amélioration du savoir-faire, la région d'Antsalova se positionne comme un exemple de développement intégré, où les pratiques traditionnelles et modernes se rejoignent pour offrir un avenir prospère à ses habitants.

Les fokontany de Mozambiky, Nosimbola, Ankelilahy et Besara-Antsigilo, situés dans la commune de Masoarivo, district d'Antsalova, région Melaky, ont accueilli des formations pratiques axées sur des activités économiques durables, du 4 au 11 octobre 2024. Ces ateliers ont porté sur la fabrication de palangres, l'élevage de poissons Tilapia, et d'autres initiatives génératrices de revenus, comme l'élevage de canards.



Ces sessions de formation, organisées dans quatre localités, ont rassemblé un total de 310 participants, tous désireux de renforcer leurs compétences et de diversifier leurs sources de revenus. À Mozambiky, 121 personnes ont pris part aux activités, tandis que Nosimbola a enregistré 65 participants. Ankelilahy et Besara-Antsigilo ont vu respectivement 90 et 34 participants répondre à l'appel. L'un des points forts de ces formations a été l'apprentissage de la fabrication de palangres, un outil essentiel pour les pêcheurs locaux. L'objectif était de permettre aux communautés de développer des techniques plus efficaces et

durables pour la pêche, tout en valorisant des ressources aquacoles comme le Tilapia, poisson très prisé et à fort potentiel de développement dans la région.

Revenus stables. Outre l'aquaculture, les ateliers ont inclus des modules sur l'élevage de canards, une activité complémentaire qui permet aux familles de diversifier leurs sources de revenus et de mieux faire face aux aléas économiques. Ces formations visent ainsi à réduire la dépendance aux pratiques traditionnelles et à offrir des alternatives plus résilientes et adaptées aux besoins locaux. La réussite de ces initiatives repose en grande partie sur l'engagement des entreprises de la filière crevette, opérant dans les zones C1 et C2, qui ont respecté leurs obligations et soutenu les moyens de subsistance des pêcheurs. Ce partenariat montre à quel point la collaboration entre les entreprises privées et les communautés locales peut jouer un rôle clé dans le développement économique et la lutte contre la pauvreté. Ces formations, saluées par les participants, marquent un pas important vers un développement économique durable dans la région de Melaky. En dotant les pêcheurs et les agriculteurs locaux des compétences nécessaires pour moderniser leurs pratiques, ces initiatives ouvrent la voie à une amélioration des conditions de vie et à une résilience accrue face aux défis économiques et environnementaux.

# Sava – Filière vanille : vers une mise en place d'un contrôle de marché

JEAN RIANA | 15 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Le ministère de l'Industrialisation et du commerce entend mettre en place un contrôlé de marché, pour protéger la qualité de la vanille malgache. C'était au cœur de la rencontre entre le ministre David Ralambofiringa, et le gouverneur de la région Sava, Teddy Gervais Seramila, à Sambava la semaine passée. L'objectif est d'assurer la traçabilité de chaque produit afin de prévenir autant que possible les vols.

« Sur ce point, nous avons une responsabilité », a indiqué le ministre David Ralambofiringa. « Pour ce faire, nous devons travailler de concert avec tous les ministères et les directions régionales impliqués dans le secteur vanille dans cette région », a-t-il ajouté.

Certes, le taux de vols de vanille est en baisse ces derniers temps, mais ce n'est pas une raison pour baisser la garde. La vigilance est toujours de mise, surtout que la vanille constitue le produit d'exportation phare de Madagascar. Appelée le « Triangle de la vanille », la Sava est d'ailleurs la plus importante zone de culture de vanille au monde. Le ministre a aussi souligné l'importance de la sensibilisation et de la formation en traitement des produits. Après la rencontre avec le gouverneur de la région, il a aussi discuté avec les importateurs. Une occasion pour lui de voir de près leur manière de travailler, la qualité des vanilles préparées, les problèmes auxquels ils sont confrontés afin de trouver des solutions.

# Classement forbes - Trois Malgaches parmi les grosses fortunes d'Afrique francophone

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 15 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**S**elon Forbes Afrique, Hassanein Hiridjee, Hasnaine Yavarhousen et Ylias Akbaraly figurent parmi les chefs d'entreprises, dont les firmes enregistrent des chiffres d'affaires importants dans la région de l'océan Indien.

Des milliards d'euros d'actifs, avec des investissements qui tendent à l'international. Cette année, Forbes a décrit le profil des plus grosses fortunes d'Afrique francophone, parmi lesquels figurent trois hommes d'affaires malgaches. Il s'agit de Ylias Akbaraly, président de Redland Company Holding, Hassanein Hiridjee, président d'Axian Group, Hasnaine Yavarhousen, directeur général du groupe Filatex. Des chefs d'entreprises dont les investissements dans la Grande île et ailleurs génèrent plusieurs milliers d'emplois et de fonds pour des secteurs aussi vastes que diversifiés dans l'économie.

En tête du classement, Ylias Akbaraly se distingue « comme la première fortune de Madagascar et la quatrième d'Afrique francophone », selon Forbes, grâce à sa société Redland Company Holding. Pour cette figure emblématique du monde des affaires, Forbes dépeint des investissements fructueux, avec des contrats et des investissements qui s'enchaînent, dans des secteurs comme l'immobilier. Un domaine dans lequel les investissements ont connu une croissance significative, « avec des actifs totalisant plus de 1,2 milliard d'euros », estime Forbes. Des contrats importants sont également en cours « dont un à un montant avoisinant plus de 1 milliard d'euros dans le domaine de la digitalisation », évoque aussi le magazine.

## Diversifiés

Hassanein Hiridjee, PDG du groupe Axian, est aussi un des tycoons pesant lourd dans l'océan Indien et en Afrique. « Le groupe, qui emploie aujourd'hui près de huit mille personnes, a réalisé un chiffre d'affaires de 2,2 milliards d'euros en 2023 », indique Forbes. Le groupe a aussi élargi ses zones d'opération, en étant aujourd'hui présent

dans dix-sept pays d'Afrique et de l'océan Indien. Les secteurs touchés par Axian sont aussi assez diversifiés, notamment dans le secteur des télécommunications, les services financiers, la fintech ou encore l'énergie. « Hassanein Hiridjee se distingue par sa vision audacieuse, prônant le développement d'un écosystème entrepreneurial robuste en Afrique. Il a souligné la nécessité de multiplier par dix le nombre d'entreprises africaines générant plus d'un milliard de dollars de chiffres d'affaires ».



Hasnaine Yavarhousen, directeur général du groupe Filatex, est décrit par Forbes comme l'« incarnation d'une nouvelle génération d'entrepreneurs africains qui allie innovation, responsabilité sociétale et engagement pour un avenir durable ». L'homme d'affaires, connu pour ses activités de mécénat d'art en général, est aussi à la tête de l'un des plus grands groupes du pays, opérant dans l'immobilier haut de gamme, l'énergie et les zones franches. Le groupe Filatex a construit plus de 280 000 mètres carrés de surface immobilière et a généré plus de trente-sept mille emplois. Filatex s'est également imposé dans le

secteur de l'énergie, en contribuant efficacement à la transition énergétique, avec la construction de parcs solaires dans plusieurs villes du pays.

Ces installations représentent 184 mégawatts de puissance installée, dont 9 MW proviennent de la production d'énergie solaire. Selon Forbes, le groupe génère annuellement un chiffre d'affaires avoisinant les 300 millions

d'euros (2023). « Les ambitions s'étendent désormais au reste du continent africain, avec un intérêt particulier pour le Sénégal, le Ghana, la Guinée et la Côte d'Ivoire. Ce qui caractérise les firmes gérées par ces fortunes, c'est surtout leur dimension internationale qu'elles se sont forgée depuis plusieurs années, voire des décennies, avec des perspectives d'évolution très reluisantes ».

## Commerce : 17 000 tonnes de cacao fin exportées en 2023

NAVALONA R | 16 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

**L**e volume d'exportation de cacao de Madagascar a triplé en moins d'une décennie grâce à l'appui du projet PIC (Pôles Intégrés de Croissance) à la promotion et au développement de cette chaîne de valeur en amont et en aval.

D'après les statistiques publiées par le projet, le pays a exporté près de 17 000 tonnes de cacao fin l'an dernier, contre 6 000 tonnes en 2015. Pour obtenir 1 kg de cacao fin, il faut exploiter 3 kg de cacao frais. Le projet PIC intervient au niveau de la production en soutenant la mise en place d'une plus grande ombrière, s'étalant sur une superficie de 4 000 m<sup>2</sup>.



Elle produit annuellement plus de 100 000 jeunes plants de cacaoyers de variétés améliorées à Ambanja, grâce aux études menées par des experts internationaux en collaboration avec des chercheurs de FOFIFA. L'objectif est de renouveler et de restaurer la plantation de cacaoyers en raison de la dégénérescence de la filière. En outre, environ 10 000 producteurs et 200 préparateurs ont bénéficié d'un renforcement de capacités. Ils sont structurés en coopératives de producteurs. Des bacs de fermentation et des aires de séchage leur sont également mis à disposition pour faciliter la transformation des cabosses en fèves de cacao, ce qui a permis d'améliorer la production, surtout en qualité. Les chiffres d'affaires générés par ces producteurs et préparateurs ont atteint 16 milliards Ar ces cinq dernières années. En effet, le prix moyen du cacao marchand au niveau des producteurs s'élève entre 30 000 Ar et 35 000 Ar le kilo, contre 5 000 Ar à 6 000 Ar/kg il y a quelques années.

### Labellisation

Toujours dans le cadre de l'appui du projet PIC à cette filière destinée à l'exportation, et ce, via la mise en œuvre du plan national de cacao, les textes et réglementations qui la régissent ont été mis à jour. Tous les acteurs œuvrant dans cette chaîne de valeur ont également été regroupés au sein d'une plateforme appelée Groupement des Acteurs de la filière Cacao de Madagascar, qui servira d'interface avec les ministères concernés, sans oublier la mise en place du Conseil National du Cacao. Cette structure pilote actuellement la filière. Par ailleurs, le projet PIC a soutenu l'intégration de Madagascar au sein de l'ICCO (Organisation Internationale du Cacao), qui régit le marché de ce produit de rente au niveau international. La promotion du cacao fin de Madagascar n'est pas en reste, d'où la reconnaissance et la labellisation de ce produit phare du pays à l'échelle mondiale. Divers acteurs, dont des producteurs et des opérateurs, ont même obtenu des médailles d'or suite aux concours organisés à l'international. Par ailleurs, un centre d'analyse du cacao destiné à l'exportation est en cours d'installation à Ambanja afin de maintenir la labellisation de ce produit sur le marché international. Compte tenu de la renommée mondiale du cacao fin de Madagascar, la Banque mondiale a accordé un fonds supplémentaire pour construire des infrastructures visant à embellir la ville d'Ambanja, qui est désormais la capitale du cacao. Des routes d'une longueur de 45 km reliant Ambanja à la zone de production de cacao ont également été réhabilitées.

## Riz : Stock suffisant dans les régions

R.EDMOND. | 16 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

La gestion du stock de riz figure parmi les priorités du ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC). Les directions régionales de l'industrialisation et du commerce (DRIC) multiplient les descentes sur terrain pour procéder aux contrôles des stocks disponibles. « Il y a suffisamment de stock de riz dans les régions », indique le MIC dans sa page Facebook. Dans la région Vakinankaratra par exemple, les contrôles effectués auprès des collecteurs et des grossistes d'Antsirabe I, ont permis de recenser 700 tonnes de riz. L'arrivée attendue du riz importé permettra à cette région de faire face à la période de soudure qui approche. Dans la région Itasy, la DRIC poursuit les actions de sensibilisation auprès des opérateurs en riz et prévoit des mesures à l'encontre de ceux qui pratiquent la rétention de stock. Un stock de 127 tonnes de riz y a été également répertorié. Dans l'Atsimo Atsinanana, les descentes sur terrain ont également permis de recenser 40 tonnes de riz chez un collecteur. Dans les marchés à

Vangaindrano, le kapoaka de riz est vendu entre 850 ariary et 950 ariary chez les détaillants.



À noter que conformément aux directives du MIC, toutes les directions régionales sont mobilisées pour réaliser les contrôles et les sensibilisations. Par ailleurs, les importations de riz se poursuivent pour constituer un stock de régulation.

## Douane malgache : nouveau plan de réformes 2025-2029

ARH | 16 OCTOBRE | LES NOUVELLES

« La Douane malgache se dit prête à attaquer son nouveau plan de réformes, pour la période 2025-2029 », a lancé l'organe sur son site. Depuis fin septembre, l'administration douanière a mené des consultations externes avec le soutien technique du Fonds monétaire international (FMI), afin de définir les grandes lignes.

« Ces consultations qui viennent de s'achever après deux semaines, ont permis aux experts du FMI de présenter leurs conclusions au Comité de réformes et de modernisation de la Douane », a-t-on fait savoir auprès de la Direction générale des Douanes.

Lors de cette présentation, plusieurs stratégies et propositions de projets ont été évoquées pour optimiser les

futures réformes douanières. L'objectif est de faire de l'administration douanière un acteur clé, transparent et fiable pour l'économie du pays. « La Douane malgache possède des compétences impressionnantes », a souligné le conseiller en assistance technique auprès du Fiscal Affairs Department (FAD) du FMI, Thomas Cantens, saluant les capacités de l'institution qui renforce la confiance dans la mise en œuvre du nouveau plan de réformes.

La prochaine étape consistera à finaliser la rédaction. Ce plan devrait poser les bases d'une douane plus moderne, en phase avec les ambitions économiques de Madagascar.

## Développement rural : le programme Afafi-Nord lance 13 mini-campagnes

ARH | 16 OCTOBRE | LES NOUVELLES

Le programme d'Appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives dans le Nord de Madagascar (Afafi-Nord) lance, à compter de ce jour, une série de 13 mini-campagnes de communication jusqu'en décembre 2025. Ces campagnes seront rythmées par les différentes journées mondiales, internationales et régionales, avec pour slogan fédérateur : « Toy ny rano sy vary ka tsy mahay mifanary », littéralement traduit « L'eau et le riz sont inséparables ».

Financé par l'Union européenne à hauteur de 50 millions d'euros dans le cadre du 11e Fonds européen de développement (FED), Afafi-Nord a pour objectif de promouvoir

un secteur agricole durable, inclusif et performant dans trois régions de Madagascar (Diana, Sava et Analanjirofo). Le programme intervient dans six districts et 24 communes de ces régions, avec un accent particulier sur la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire, ainsi que l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires.

Les activités du programme se fondent sur un constat selon lequel, « plus de 20 millions de Malgaches, soit 72,7% des ménages, vivent en zone rurale et dépendent de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Cependant,

ce secteur peine à répondre aux besoins alimentaires de la population ».

Afafi-Nord ambitionne de pallier cette situation en adaptant ses actions aux besoins spécifiques de chaque communauté. Ainsi, avec ces mini-campagnes, Afafi-Nord entend sensibiliser les populations locales et les institutions sur les enjeux de l'agriculture durable, tout en avançant des solutions novatrices.

### **Des contenus variés pour informer et sensibiliser**

L'experte en communication du programme Afafi-Nord, Geneviève Delaunoy, a expliqué lors du lancement de ces campagnes, hier en présence de tous les partenaires du programme, que « d'ici décembre 2025, une soixantaine de vidéos et une quinzaine d'émissions radio seront produites pour mettre en valeur les résultats, les réussites et les innovations d'Afafi-Nord ». Ces contenus incluront

des reportages, des témoignages et des astuces agroécologiques sous forme de quizz et d'histoires, le tout présenté de manière ludique et informative.

La chargée de communication du programme, Lovasoa Ramialiniaina, a ajouté que « ces contenus seront largement diffusés sur les réseaux sociaux et les sites web des partenaires locaux, ainsi que lors des événements régionaux et nationaux ». Une première campagne, en lien avec la « Journée mondiale de l'alimentation », se déroulera du 16 au 23 octobre.

Les actions d'Afafi-Nord sont mises en œuvre sous la supervision de plusieurs ministères, entre autres, le ministère de l'Economie et des finances (Mef) à travers le Bureau d'action de coopération extérieure (Bace), celui de l'Agriculture et de l'élevage (Minae), ou encore le ministère de la Pêche et de l'économie bleue (MPEB). Ces collaborations permettent d'assurer la coordination et l'efficacité des interventions sur le terrain.

## **Banque mondiale - L'éducation au service de la croissance**

*ERIC RANJALAHY | 17 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR*

### **L**a Banque mondiale souligne l'importance cruciale de l'éducation pour relancer la croissance économique en Afrique subsaharienne, notamment à Madagascar.

Une analyse globale, mais peut-être valable pour le cas de Madagascar. Celle de la Banque mondiale, dont le portefeuille ici équivaut à 3,8 milliards de dollars pour dix-neuf projets nationaux et cinq opérations régionales. D'autant que le diagnostic a été réalisé en Afrique subsaharienne, notre circonscription géographique pour cette institution. La Banque mondiale suggère ainsi de mettre l'éducation comme le maillon essentiel des rouages des mécanismes économiques. Cela peut rejoindre, quelque part, la valorisation du capital humain, édictée par le président de la République Andry Rajoelina, avec le développement industriel et la bonne gouvernance comme piliers de son mandat actuel.



### **Essentiels**

Malgré les signes d'une reprise économique fragile, la croissance s'enlise en Afrique subsaharienne, menaçant de laisser de côté un grand nombre de jeunes. Selon la dernière édition du rapport Africa's Pulse, qui vient de paraître sous le titre « Transformer l'éducation pour une

croissance inclusive », deux facteurs sont essentiels pour parvenir à relancer la croissance : il faut, d'une part, stabiliser les économies et, d'autre part, transformer l'éducation de manière à doter une main-d'œuvre en plein essor de bases de connaissances plus solides et de compétences en adéquation avec les attentes du marché du travail.

D'après les prévisions de la 30e édition du rapport économique semestriel de la Banque mondiale sur l'Afrique subsaharienne, l'activité régionale devrait croître de 3% en 2024, contre un point bas de 2,4% en 2023, principalement grâce à la hausse de la consommation et de l'investissement privés. L'inflation devrait s'atténuer, pour passer de 7,1% en 2023 à 4,8% cette année, sous l'effet de politiques monétaires et budgétaires plus strictes, de la stabilisation des devises et d'une diminution des perturbations d'approvisionnement.

Cette reprise est toutefois insuffisante pour sortir des millions de personnes de la pauvreté. La croissance du PIB par habitant reste atone, à 0,5% seulement en 2024, contre une moyenne de 2,4% sur la période 2000-2014. Les conflits, le changement climatique et l'explosion des coûts du service de la dette sont autant de freins aux progrès. En 2024, le service de la dette absorbe 34% des recettes publiques dans la région, au détriment des investissements productifs.

« Les gouvernements africains progressent dans leurs efforts de stabilisation des finances et de réduction des déficits budgétaires », souligne Andrew Dabalen, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique. « Mais le lourd fardeau de la dette limite leurs investissements dans des secteurs cruciaux comme l'éducation, la santé et les infrastructures, qui sont essentiels pour une croissance inclusive à long terme. »

# Cadrage macroéconomique - Le fantôme de l'inflation hante le FMI

ERIC RANJALAHY | 17 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Presque une tangente. À chacune des missions de revue des experts du Fonds monétaire international (FMI) sur les programmes conclus avec Madagascar, le taux d'inflation revient sur le tapis des préoccupations. La dernière en date, du 30 septembre au 11 octobre, conduite par Frédéric Lambert, n'a pas failli à cette tradition. Dans les missives à l'issue de la consultation au titre de l'Article IV du FMI, et au regard de la seconde Facilité élargie de crédit (FEC) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), rien n'est encore acquis pour cette dernière, à part un accord de principe.

Le FMI sollicite et incite la Bankyfoiben'i Madagasikara (BFM) à observer des règles prudentielles et à faire preuve de vigilance permanente dans sa politique monétaire, en cas de nécessité par rapport à l'évolution du taux d'inflation dans le pays. Le FMI incite la BFM à se tenir prête à relever ses taux directeurs afin de maintenir l'inflation sur une trajectoire descendante.

Comme la dernière décision du Comité monétaire de la BFM remonte au 6 août et que tout se décide par un intervalle de trois mois, la prochaine échéance devrait tomber le 6 novembre. La BFM a toujours majoré, à petits coups, ses deux principaux taux directeurs depuis les recommandations répétées du FMI pour juguler les dérives inflationnistes. Ainsi, son taux de Facilité de dépôt est passé de 8,1% à fin décembre 2022 à 9,5% aujourd'hui. Pour son taux de Facilité de prêt marginal, il est passé de 10,1% à 11,5% durant la même période considérée.

## Rappel à l'ordre

Beaucoup s'interrogent sur la réelle efficacité d'une telle manœuvre sur le plan financier à répercuter les variations des prix aux consommateurs. Dans la mesure où tout le monde sait et personne n'ignore qu'il existe un circuit financier parallèle opulent et prospère, qui échappe à tout contrôle mais rend de précieux services à l'économie réelle et légale. Cela par l'omnipotence et l'omniprésence du secteur informel, tentaculaire et imposant.



Le service du FMI a déjà eu l'occasion d'exposer dans sa Matrice d'évaluation des risques que « l'absence d'ancrage nominal clair et l'assouplissement prématuré de la politique pourraient entraver la désinflation. Ils pourraient également entraîner un rapide désencrage des anticipations d'inflation ». Un moment, lorsque la BFM a maintenu le niveau de ses deux taux, le rappel à l'ordre n'a pas tardé à venir.

## Transports publics : Possibilité de paiement des tickets de taxi-be, via Airtel Money

R. EDMOND. | 17 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

**Les transports publics suivent aussi le chemin incontournable de la démonétisation. Grâce au partenariat entre Airtel Madagascar et Carte Passe Partout (CPP), il est maintenant possible pour les usagers de payer les tickets de taxi-be via Airtel Money.**

Présenté hier lors d'une conférence de presse qui s'est tenue au siège d'Airtel Madagascar à Alarobia, le service dénommé eTIK-BUS marque une étape cruciale dans la modernisation du réseau de transport en commun de la capitale.

Système adapté. Un système simple d'utilisateur puisqu'il suffit de détenir un compte Airtel Money et d'accéder à l'application e-TIK-BUS pour pouvoir effectuer les transactions avec les taxis-be de la capitale. « C'est un système plus sûr et plus efficace », a-t-on indiqué, hier. Il s'agit en effet d'un système adapté dans un monde de plus en plus connecté, où la digitalisation des services est devenue essentielle, notamment dans le secteur du transport public. Airtel Money Madagascar se positionne ainsi comme un acteur clé dans ce processus de transformation, en jouant le rôle de facilitateur dans la démonétisation des paiements du transport public à Antananarivo. « Nous avons à cœur de mettre à la disposition de la population une solution innovante à la fois simple et sécurisée pour les transactions financières. En intégrant ce système de paiement numérique au sein des transports en commun, nous

contribuons à réduire la dépendance à l'argent liquide », a déclaré Heritiana Randrianarison, Directeur général d'Airtel Money Madagascar.

Bonus. En tout cas, cette digitalisation des paiements contribue à renforcer la sécurité des transactions. En remplaçant l'argent liquide par des paiements numériques, Airtel Money permet de réduire les risques de vol et de fraude. Par ailleurs, « les utilisateurs peuvent suivre leurs transactions en temps réel, ce qui favorise une plus grande transparence dans le système de transport public ». Pour encourager l'adoption de ce nouveau système, Airtel Money proposera un bonus de crédit lors des recharges d'eTIK-BUS via son application. Par exemple, pour une première recharge de la carte CPP via Airtel Money, les utilisateurs recevront 5 000 Ar de bonus offert. Les chauffeurs et receveurs de bus bénéficieront également d'offres spéciales et de crédits d'appel s'ils utilisent la CPP.

## Coopération avec la Chine : Vers une industrialisation renforcée

ANTSIA R. | 17 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Mardi dernier, l'ambassadeur de la République Populaire de Chine à Madagascar, Ji Ping, a visité l'Atelier Luban, un centre de formation reconnu pour son rôle majeur dans l'industrialisation de Madagascar. Accueilli par le directeur de l'ESPA, le Pr Rijalalaina Rakotosaona, l'ambassadeur a échangé sur l'avancement de cet atelier, le plus grand d'Afrique, soutenu par le gouvernement chinois. Cette initiative s'inscrit dans la politique de développement industriel promue par le président Andry Rajoelina, lors

de sa récente visite en Chine. L'ESPA joue un rôle essentiel en formant de jeunes ingénieurs et techniciens, avec des sélections pour un concours international organisé par l'Atelier Luban. En préparation d'une forte délégation chinoise attendue la semaine prochaine, cette visite vise à établir des plans de développement pour accompagner la formation des futurs cadres et techniciens, renforçant ainsi les liens entre Madagascar et la Chine.

## Initiative inédite - Le parfum de la vanille flotte à Andohalo

ERIC RANJALAHY | 18 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L'**Ambassade de France à Madagascar et le Groupement des Exportateurs de Vanille de Madagascar signent une convention pour la création de la « Maison de la Vanille de Madagascar » à la Maison Jean Laborde.

Associer la vanille à l'histoire du pays. L'ambassade de France à Madagascar et le Groupement des Exportateurs de Vanille de Madagascar (GEVM) concluent la signature par Arnaud Guillois, ambassadeur de France à Madagascar, et Georges Geeraerts, président du GEVM, d'une convention pour la mise à disposition de la Maison Jean Laborde à Antananarivo. Un événement rehaussé par la présence du ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa.



Ce partenariat va permettre la création de la « Maison de la Vanille de Madagascar », un projet ambitieux dédié à la valorisation de la vanille naturelle malgache. Reconnue mondialement pour sa qualité exceptionnelle, la vanille de Madagascar est un pilier de l'économie locale et un symbole du patrimoine culinaire mondial. La « Maison de la Vanille de Madagascar » sera un site-vitrine unique, offrant aux visiteurs une immersion dans l'univers de la vanille malgache.

« Elle propose un espace d'exposition sur les méthodes de culture et de transformation de la vanille, mettant en lumière les savoir-faire des producteurs locaux. Un programme de conférences, d'ateliers et d'événements culturels permettra de tisser des liens entre la filière vanille et le grand public », indiquent les promoteurs en guise de présentation. Des retombées économiques et touristiques sont attendues.

Privilegié

La visite de ce lieu est destinée tant au jeune public qu'aux visiteurs de passage, malgaches ou touristes. En plus de ces espaces de découverte, la « Maison de la Vanille de Madagascar » offrira un point de vente privilégié, où les visiteurs pourront découvrir et acquérir de la vanille de la meilleure qualité, des produits à base de vanille ainsi que des épices fines du pays. Le jardin sera aménagé pour offrir un parcours botanique aux visiteurs. Il mettra en avant des pieds de vanille aux côtés d'épices locales et d'orchidées des forêts. La Maison Jean Laborde, témoin précieux de l'époque où toute la Haute Ville était construite de maisons de bois, va faire l'objet d'une réhabilitation dans les règles de l'art. Elle est un cadre de choix pour accueillir ce projet. Nous sommes impatients d'ouvrir les portes de la « Maison de la Vanille de Madagascar » et de partager avec le monde entier les trésors de notre patrimoine. Nous sommes convaincus que cette initiative contribuera à renforcer la connaissance de la vanille naturelle de Madagascar et à célébrer l'excellence de ce produit phare sur la scène internationale, ont chanté en chœur les deux partenaires de cette trouvaille qui a pris aussitôt de la hauteur.

## Partenariat - Le dialogue public-privé change de mécanisme

ERIC RANJALAHY | 18 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**Instauré par décret présidentiel en 2015, le Dialogue Public-Privé (DPP) a résisté aux secousses politiques. Cette plateforme amorce des mutations dans ses démarches pour plus d'efficacité.**

Forte mobilisation hier au Radisson Blu. Ils étaient au moins quatre-vingts, représentant l'Administration au sens large, des groupements économiques les plus représentatifs et des bailleurs de fonds de la Délégation de l'Union européenne, à participer à la Septième Table Ronde économique, consacrée à l'évaluation du Dialogue Public-Privé. Le thème choisi, « Où en sommes-nous ? », résume assez bien l'état d'esprit avec lequel chacun était venu.

Pour mieux situer le contexte, depuis 2022, un renforcement du mécanisme du DPP par l'Union européenne à travers le programme de coopération Climinvest a été apporté, et l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) a pu asseoir son rôle dans ce domaine en traitant plusieurs thèmes urgents et structurants en parallèle.

Josielle Rafidy, directrice générale de l'EDBM, à l'issue d'une demi-journée d'échanges, de partage d'expériences et de témoignages, a fait le bilan des travaux effectués. « Cette rencontre a permis d'évaluer ce mécanisme, ses acquis par rapport aux objectifs. Le DPP a amélioré les notes de Madagascar sur le baromètre des climats des affaires. L'EDBM, en tant qu'agence de promotion des investissements, accompagne ceux déjà installés et incite les autres à venir. Une nouvelle approche devrait être mise en place. Le dialogue entre les entités publiques elles-mêmes et entre les opérateurs du secteur privé est nécessaire pour avoir, par exemple, une position commune sur un sujet abordé, avant de passer au DPP proprement dit. Il a également été évoqué que les vrais décideurs ne s'impliquent pas davantage dans le DPP, mais envoient souvent des représentants. Un autre point à améliorer est la célérité dans la prise de décision. »

### Fluidité

Mais quand tout le monde apporte sa part de briques à l'édifice, des résultats probants peuvent émerger. Comme ce fut le cas avec la fluidité du traitement des marchandises au port de Toamasina. « Par la contribution de tous les intervenants au port, le délai de ces opérations, réputées compliquées, est passé de onze à trois jours. Des comités de suivi se mettront aussi en place et se réuniront à intervalles réguliers pour des bilans séquentiels », a expliqué Josielle Rafidy.



La prochaine étape, selon elle, sera la réunion du Comité de pilotage (COPIL), présidé par David Ralambofiringa, ministre de l'Industrialisation et du Commerce (MIC). Un dispositif qui met en œuvre les décisions prises à travers l'EDBM, chargé de réaliser les décisions issues des concertations requises avec les parties prenantes. Dans son discours inaugural, David Ralambofiringa a « réaffirmé la disponibilité de son département à épauler le DPP ».

En tant que tutelle du secteur privé, le MIC y participe pour aller de l'avant sur les finalités des réformes et s'engage dans la continuité du traitement des différents sujets présentés.

## Transports aériens - Madagascar Airlines décolle avec Galileo et Travelport

ERIC RANJALAHY | 18 OCTOBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une bonne nouvelle en attendant mieux. Sous forme de communiqué diffusé hier, Madagascar Airlines franchit une nouvelle étape dans son expansion internationale, grâce à un partenariat stratégique avec Travelport, intégrant ainsi les systèmes globaux de distribution (GDS) Galileo et Travelport. Cette collaboration permettra à la compagnie aérienne nationale d'élargir son réseau de distribution et de renforcer sa présence sur les marchés internationaux. Une meilleure visibilité sur le marché mondial.

Le système Galileo, qui détient une part de marché de 30% dans le secteur mondial des GDS, offre un accès à

plus de soixante-huit mille agences de voyages à travers le monde. En s'appuyant sur cette plateforme, Madagascar Airlines bénéficie désormais d'une couverture étendue dans plus de quatre cent compagnies aériennes et deux cent mille hôtels, renforçant ainsi sa présence en Afrique, en Asie et en Amérique.

Cette alliance vise à offrir une expérience de voyage optimisée à une clientèle plus diversifiée, tout en facilitant la réservation via un vaste réseau d'agences de voyages et de plateformes en ligne utilisant Galileo comme principal système de gestion des réservations. Madagascar

Airlines ambitionne d'attirer un nombre croissant de voyageurs internationaux, tout en améliorant la connectivité de l'île avec le reste du monde.

« Avec cette nouvelle collaboration, Madagascar Airlines réaffirme son engagement à offrir un service de haute

qualité, tout en s'adaptant aux exigences des marchés internationaux et en poursuivant sa mission de promouvoir la connectivité de Madagascar avec le reste du monde », a déclaré Thierry Bailleul, directeur général de la compagnie.

## Orange Shop : Une plateforme de vente en ligne lancée par Orange Madagascar

NAVALONA R | 18 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

**O**range Madagascar veut révolutionner l'expérience d'achat et continue d'innover à travers de nouvelles solutions visant à améliorer l'expérience d'achat. Cette fois-ci, elle met en avant sa nouvelle plateforme de e-commerce, « Orange Shop ».

Commander des téléphones mobiles, des accessoires et des produits Internet depuis le site d'Orange Madagascar. Telle est la nouvelle solution présentée hier, lors d'une conférence de presse conduite par le directeur général d'Orange Madagascar, Frédéric Debord.

innovant répond ainsi à la demande croissante des consommateurs malgaches en matière de e-commerce, un marché en pleine expansion. Selon Frédéric Debord, cette nouvelle initiative reflète la volonté de l'opérateur de se positionner comme un acteur clé du commerce en ligne à Madagascar. « Le e-commerce est un marché à fort potentiel à Madagascar. En tant qu'opérateur digital multi-service et innovant, Orange Madagascar offre un nouveau canal d'achat simple et pratique à ses clients avec Orange Shop », a-t-il précisé.



Celui-ci a dévoilé cette boutique en ligne qui permet désormais aux clients et futurs clients d'acquérir des mobiles, des accessoires télécoms, ainsi que des produits Internet, à portée de clic via le site [www.orange.mg](http://www.orange.mg). Avec cette nouvelle plateforme, Orange Madagascar fait un pas de plus dans le domaine de la digitalisation des services. Selon ses promoteurs, « Orange Shop » se distingue par sa simplicité d'utilisation et par une sécurité renforcée lors des paiements. Les utilisateurs peuvent choisir de payer soit par carte bancaire, soit via Orange Money, la solution mobile money la plus utilisée à Madagascar. Ce service

### Flexibilité

L'un des atouts majeurs d'Orange Shop réside dans l'accès à des produits exclusifs, non disponibles dans les boutiques physiques. Ce privilège confère un avantage certain aux clients qui choisissent cette option en ligne. De plus, afin de répondre aux besoins de ses utilisateurs, Orange Madagascar a prévu deux modes de réception : le retrait en boutique et la livraison à domicile, actuellement disponible uniquement pour Antananarivo. En lançant cette nouvelle boutique en ligne, Orange Madagascar martèle son engagement à améliorer la vie de ses clients tout en participant activement à la transformation digitale du pays. Grâce à Orange Shop, l'opérateur s'ouvre à de nouvelles opportunités sur le marché du e-commerce, en simplifiant davantage l'accès aux produits technologiques pour tous les Malgaches. Avec cette innovation, Orange Madagascar poursuit son développement dans le secteur des télécommunications et du digital, en misant sur l'amélioration de l'expérience utilisateur.

## Chasse au Trésor by SEED : 1 500 euros pour les trois gagnants du jeu

NAVALONA R | 18 OCTOBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Un jeu concours dénommé la « Chasse au Trésor by SEED », a été organisé par le consortium People Power Inclusion et le Centre d'Excellence en Entrepreneurat (CEENTRE) pour une semaine sur les réseaux sociaux, et ce, dans le cadre du projet SEED –INCUBOOST financé par l'Union Européenne.

« Près de 5 000 jeunes représentant les onze villes où sont implantées les 20 Structures d'Appui en Entrepreneurat accompagnées par ce projet, ont participé à ce jeu en résolvant des énigmes et en cherchant des indices qui les ont permis de trouver une série de code à 20 caractères. Il s'agit d'un événement qui s'est déroulé sur la page Facebook « Parcours du startupper » pendant une

semaine. Pour pouvoir gagner à ce jeu, les « chasseurs » ont été redirigés vers ces 20 structures d'appui en entrepreneuriat afin qu'ils puissent répondre aux questions posées par les organisateurs », a expliqué Rakotomanana Riveltd, le directeur exécutif du CEENTRE lors de la remise des lots aux trois gagnants de ce jeu « Chasse au Trésor by SEED » dans les locaux de l'ISCAM hier. Ces personnes ayant trouvé les codes ont ainsi obtenu une somme de 1 500 euros, soit 500 euros chacune.

### **Choisir une carrière**

Pour la catégorie Antananarivo, Randrianjafy Tsiarotsirinala Gabrielle a obtenu le lot tandis que Ratsimiebo Rojo Kenny venant de Toamasina a été sélectionné pour la catégorie Région. En revanche, Randrianantoanina Ny Aina Navalona R.

a gagné le même lot pour la catégorie Coup de Cœur. « Notre objectif est de sensibiliser les jeunes à choisir une carrière la création d'entreprise », a-t-il poursuivi. Parlant du projet SEED, « c'est un projet d'appui à l'écosystème d'incubation et d'accompagnement des entrepreneurs en leur rendant accessible les services pour l'entrepreneuriat », a fait savoir Jonathan Rahamefy Rabesahala, le responsable de communication du projet. Grâce à ces lots, Gabrielle envisage de se lancer dans le prêt-à-porter, tandis que Kenny prévoit de monter une ferme d'élevage de poulet gasy. Et enfin, Ny Aina, quant à lui, il s'intéresse à développer son entreprise startup qui commercialise des articles ménagers. À la fin de cette cérémonie de remise des lots, les organisateurs ont déjà lancé la 2e édition de la « Chasse au Trésor by SEED ».